

Évolution des dépenses d'exploitation
pour la période de 12 mois se terminant le 30 septembre 2013
(millions \$)

1	Budget 2013		182,7
2	Salaires		0,9 (a)
3	Avantages sociaux		0,7
3	Main-d'œuvre imputée aux immobilisations		(1,7) (b)
4	Services professionnels et services externes	(0,1)	
5	Matériaux	0,2	
6	Jetons des administrateurs	(0,3)	
7	Dons et commandites	0,2	
8	Autres dépenses	0,2	
9	Provision créances douteuses	(1,0) (c)	
10	Frais de déplacement, de représentation et d'adhésion	(0,8) (d)	
11	Carburant et huiles	(0,3)	
12	Revenus	<u>(0,8) (e)</u>	(2,7)
13	Salaires et frais d'utilisation des services rechargés aux activités non réglementées	(0,5) (f)	
14	Baisse des salaires et avantages sociaux capitalisés au Projet Côte-Nord (D-2012-113) - report du projet en mars 2013	0,8 (g)	
15	Réduction demandée par la Régie-décision D-2013-106	<u>5,0 (h)</u>	<u>5,3</u>
16	Dépenses d'exploitation réelles 2013		<u><u>185,2</u></u>

Dépenses d'exploitation réelles de l'exercice 2013

1 Tel qu'anticipé lors du dépôt du dossier tarifaire 2014, les dépenses d'exploitation réelles de
2 l'exercice 2013 dépassent le montant autorisé par la Régie de 2,5 M\$. La décision de la Régie
3 portant sur le dossier tarifaire 2013 (D-2013-106) ayant été reçue tardivement, la réduction
4 demandée de 5 M\$ (h) dans les dépenses d'exploitation n'a pas été ventilée à travers les
5 catégories de dépenses et est présentée isolément.

6 Plusieurs projets ou dossiers prévus au dossier tarifaire 2013 se sont concrétisés, certains ont
7 connu une fin plus rapide que prévu et d'autres ont vu le jour au cours de l'exercice. Ce constat
8 s'est fait sentir tant au niveau de la main-d'œuvre que des autres dépenses d'exploitation. Le
9 dépassement de la masse salariale de 0,9 M\$ (a) est expliqué par le temps supplémentaire requis
10 pour compléter les activités essentielles au développement et à l'entretien du réseau (+3,8 M\$),
11 réduit de l'effet des postes vacants (-2,9 M\$) liés au mouvement de personnel, au temps requis
12 pour le recrutement de personnel ainsi qu'au report du projet Côte-Nord. Les activités relatives
13 au réseau ont donné lieu à une augmentation de la capitalisation de la main-d'œuvre de 1,7 M\$
14 (b).

15 Certaines catégories de dépenses présentent des économies par rapport à l'enveloppe initiale
16 demandée. Ainsi les frais de déplacement, de représentation et d'adhésion auprès d'organismes
17 professionnels présentent une économie de 0,8 M\$ (d) expliquée en partie par des postes
18 vacants ainsi que des déplacements (congrès, formations, etc.) qui ne se sont pas concrétisés
19 au cours de l'exercice. La diminution des radiations pour mauvaises créances s'est traduite par
20 un ajustement à la baisse de la provision de l'ordre de 1 M\$. Les revenus provenant d'escomptes
21 de paiement et de volume, de formations données par des employés spécialisés ainsi que des
22 jetons de présence d'employés de Gaz Métro siégeant à des conseils d'administration se sont
23 révélés supérieurs au budget de 0,8 M\$ (e).

24 Le report du projet Côte-Nord en mars 2013 a aussi eu pour effet, outre les postes vacants, de
25 réduire les salaires et avantages sociaux capitalisés (0,8 M\$) (g).

26 Finalement, la recharge aux activités non réglementées a été augmentée de 0,5 M\$ (f) par rapport
27 à ce qui avait été prévu au budget 2013. Cette hausse de la recharge intègre le coût des services
28 de support dont les activités non réglementées bénéficient, tel que demandé par la Régie dans
29 la décision D-2013-106.